Nicolas Sarkozy n’est pas David Cameron

23/11/2010 à 7h00

La France est bel et bien en sursis. La perte de son triple A est une éventualité de plus en plus envisagée sur les marchés financiers. Et cela de plus en plus ouvertement. Nos compatriotes ne mesurent pas les conséquences dramatiques et les effets désastreux sur leur vie quotidienne d’un tel abaissement. Oui la France est en sursis car elle n’a plus le choix. L’alternative est entre un plan de rigueur à l’anglaise, voir pire, ou la faillite. Tout va se jouer dans les trois prochaines années.

Mais tout se passe comme si la classe politique française avait déjà choisi. Cela sera la faillite. Par lâcheté plus que par incompétence. Par peur de dire la vérité aux Français. Par peur de leur révéler l’ampleur du désastre. Par peur d’avouer que depuis 30 ans ils ont été incapables d’anticiper la fin de l’État providence. Oui notre classe politique a choisi le scénario de la faillite. Il n’y a qu’à voir les dernières propositions du parti socialiste dans l’éventualité de son retour au pouvoir : accueil des enfants en maternelle dès 2 ans, allocations pour trouver du travail, allocations pour partir en vacances etc…

> ***Cela a fait rire un peu partout en Europe. Le parti socialiste qui sait très bien, ne serait-ce que par la présence de Dominique Strauss Kahn au FMI, que notre pays est ruiné préfère multiplier les promesses électorales les plus farfelues plutôt que d’affronter la cruelle vérité. Il redoute d’affronter son électorat qui pense toujours que « l’État peut tout », « qu’il y a du pognon et qu’il suffit de le prendre là où il est ».***

Mais comment cet électorat pourrait penser autrement puisque ceux qui sont chargés de l'informer préfèrent, par lâcheté (nous insistons là-dessus car c'est le coeur du problème), le bercer de douces illusions.

Mais il n'y a pas que le parti socialiste qui a choisi la mise en faillite du pays. Nicolas Sarkozy également. Savez-vous ce qui se passera dès lors que l'État sera en banqueroute ? C'est votre épargne qui va trinquer. Pourquoi ? Tout simplement parce que si votre épargne rapporte des taux d'intérêts c'est que votre banque l'utilise en le plaçant dans des actifs financiers. Et dans quels actifs financiers ? En très grande majorité dans… les emprunts d'État. Plus d'un tiers de l'épargne des Français est ainsi placé, sans qu'ils le sachent, dans des bons d'État (comme le révèle Philippe Herlin dans son excellent ouvrage (France, la faillite ?).

En cas de faillite de notre pays c'est donc un tiers de l'épargne des Français qui disparaîtra en fumée. Bien entendu dans un premiers temps on parlera d'épargne bloquée afin de ne pas affoler les foules. C'est exactement ce qui s'est passé en Argentine au début des années 2000. Dix ans plus tard les épargnants n'ont toujours pas revu leur argent. Volatilisé. Et inutile de croire qu'il suffira de vous précipiter chez votre banquier pour retirer votre argent. Les retraits en liquide seront limités. De même que l'utilisation de vos cartes bancaires. Votre argent en quelque sorte ne vous appartiendra plus. Il s'agira en quelque sorte d'une nationalisation de votre épargne. Et cela afin d'éviter un effondrement général du secteur financier et de l'économie nationale.

Or que vient de décider notre inénarrable ministre de l'économie, Christine Lagarde, qui s'obstine à voir des reprises économiques qui n'arrivent jamais ? De rendre le Plan d'Épargne Logement (PEL) « *plus attractif, plus populaire afin que les ménages disposent d'un outil efficace pour constituer leur apport personnel en vue d'un projet immobilier* ». Et

cerise sur le gâteau, le PEL reste non assujetti à l'impôt sur le revenu. Plutôt étonnant de la part d'un pays qui file vers la ruine. Il se prive de rentrées fiscales et incite les Français à épargner plutôt qu'à consommer. Quelle générosité !!!

Mais comment l'État finance-t-il sa dette ? Pour pouvoir emprunter sur les marchés nos dirigeants se servent de l'épargne des Français d'où leur intérêt de favoriser fiscalement tous les placements sur lesquels nos compatriotes déposent leur argent (PEL, livret A, PEP, PEA etc…). Mais comme nous l'avons vu plus haut si la banqueroute est déclarée… votre épargne fera pchitttt. Tout cela pour dire que le choix de revaloriser les taux du PEL et d'attirer ainsi l'épargne des Français est la preuve directe que le gouvernement français se refuse d'affronter les réalités et de combattre réellement les problèmes posés par le « *mur* » de la dette.

Il veut toujours plus d'épargne car il en a besoin pour pouvoir s'endetter encore davantage. Cela veut dire que Nicolas Sarkozy, à la différence d'un David Cameron, n'a pas la volonté de prendre les mesures courageuses et drastiques pour amorcer le redressement de notre pays. Cela veut dire que Nicolas Sarkozy fait le pari que les marchés vont lui accorder un répit jusqu »à l'élection présidentielle de mai 2012. Il est toujours dans une logique de gagner du temps avant de pouvoir annoncer aux Français les sacrifices indispensables.

Car la classe politique française n'ose pas avouer au peuple que depuis 34 ans elle a géré la France n'importe comment au point de l'acculer à la faillite. Celle-ci devenant le symbole de son inutilité et de sa nuisance ! Mais 18 mois c'est long, très long. Il y a 26 mois à peine éclatait la crise avec la faillite de Lehman Brother. Il s'en est passé des choses en 26 mois. Que se passera-t-il dans les 18 prochains mois ? Est-il responsable de la part d'un président de jouer ainsi avec l'avenir d'un pays pour de simples ambitions personnelles ?

Rebelles Info

(Merci à CJ)